



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaines 5 – 28 janvier au 03 février 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud :** L'excédent commercial progresse fortement en 2021
- **Angola :** L'agence Fitch rehausse sa notation souveraine d'un cran à B-
- **Botswana :** L'UE retire le pays de sa liste grise des pays tiers ayant des déficiences en matière de lutte contre le blanchiment
- **Malawi :** La Banque centrale maintient son taux directeur à 12%
- **Mozambique :** La Banque centrale maintient son taux directeur à 13,25%
- **Zambie :** L'inflation continue de décélérer au mois de janvier

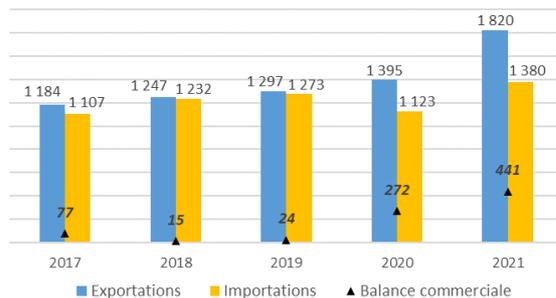
Zoom sur... les politiques fiscales dans le domaine énergétique en Afrique du Sud

Le 28 janvier, le think tank canadien *International Institute for Sustainable Development (IISD)* a publié une analyse des politiques et des incitations fiscales de l'Afrique du Sud dans le domaine énergétique – notamment pour comprendre leurs implications sur la transition énergétique. Il apparaît que l'Etat subventionne fortement les énergies fossiles, et que ce soutien est en nette augmentation ces dernières années. Sur l'exercice budgétaire 2020/21, le soutien financier de l'Etat a atteint 172 Mds ZAR (10 Mds EUR), contre seulement 58 Mds ZAR (3,3 Mds EUR) en 2017/18 – enveloppe en faveur d'Eskom (32% du total), exemption de la taxe carbone pour Eskom et SASOL (26%) et de la TVA sur les carburants utilisé pour une activité économique (17%). Par ailleurs, l'IISD a évalué le « coût social » lié à l'utilisation des énergies fossiles (prises en compte des externalités négatives notamment sur la santé). Il est estimé à 555 Mds ZAR en 2020, un niveau bien supérieur aux revenus fiscaux générés par l'industrie (100 Mds ZAR soit près de 7% des recettes fiscales). Enfin, le rapport explique que les énergies renouvelables sont compétitives en Afrique du Sud, mais elles demeurent largement sous-exploitées dans le pays à cause de nombreuses barrières : position dominante d'Eskom, manque de capacité de transport d'électricité dans les zones à fort potentiel éolien et solaire, soutien persistant à la filière charbonnière, etc. Si le pays a récemment mis en œuvre une taxe carbone afin d'encourager la transition énergétique, cette dernière demeure peu efficace selon l'OCDE (prix du carbone trop faible, non prise en compte du charbon, etc.). Face à ces constats, le rapport met en avant plusieurs recommandations : **i)** réformer le modèle de subvention, supprimer les exemptions fiscales et renforcer la transparence **ii)** augmenter les taxes sur les énergies fossiles, en ciblant les plus polluantes et mobiliser ces ressources pour investir dans les énergies renouvelables et le soutien aux ménages en difficulté **iii)** encourager le développement des Producteurs Indépendants d'Electricité et les Partenariats Privé Public dans les énergies renouvelables.

Afrique du Sud

L'excédent commercial progresse fortement en 2021 (SARS)

Commerce extérieur sud-africain (en Mds ZAR)



Selon les résultats préliminaires publiés par l'administration fiscale, la balance commerciale sud-africaine a enregistré un excédent de plus de 440 Mds ZAR (25,4 Mds EUR) en 2021, après 272 Mds ZAR (15,7 Mds EUR) en 2020. Il s'agit de l'excédent le plus important jamais observé. Cette performance s'explique notamment par la forte progression des exportations (+31% à 1 820 Mds ZAR), portées par les ventes de métaux et pierres précieuses (+58% pour un poste représentant près de 30% du total des exportations – métaux du groupe platine, or, diamants) et de produits minéraux (+33% pour 26% – fer, manganèse, chromium). Dans le même temps, les importations ont aussi progressé, mais à un rythme moins soutenu (+23% à 1 380 Mds ZAR). Selon les analystes, les termes de l'échange devraient rester favorables à l'Afrique du Sud en 2022, bien qu'en nette diminution (maintien des cours du pétrole à un niveau élevé, conjugué à une baisse des prix des autres matières premières). Ces derniers anticipent également une forte baisse de l'excédent commercial en 2022, voire un retour du déficit – anticipant une reprise des importations, alors que le secteur exportateur devrait continuer à souffrir des difficultés structurelles existantes.

Les revenus de l'Etat continuent de surperformer (National Treasury)

Le 28 janvier, le Trésor sud-africain a publié des données préliminaires relatives aux finances publiques pour la période d'avril à décembre 2021. Il apparaît que les revenus de l'Etat ont atteint 1 139 Mds ZAR (65,7 Mds EUR) sur les neuf premiers mois de l'exercice budgétaire en cours – contre 868 Mds ZAR (50 Mds EUR) l'année précédente à la même période. Alors que le budget de mi-parcours (*Medium Term Budget Policy Statement – MTBPS*) avait déjà présenté des chiffres en augmentation par rapport au budget initial, la bonne dynamique se poursuit. Selon les prévisions, à la fin de l'exercice, les revenus de l'Etat pourraient être supérieurs de 170 Mds ZAR à 255 Mds ZAR (+11% et +17%) par rapport au budget initial et de 50 Mds ZAR à 135 Mds ZAR (+3% et +8%) par rapport au MTBPS. En fonction de la manière dont le gouvernement décidera d'affecter ces revenus additionnels, cela devrait se traduire par une baisse significative du déficit budgétaire en 2021-2022 (-7,8% du PIB selon le MTPBS).

Angola

L'agence Fitch rehausse sa notation souveraine d'un cran à B-

Le 21 janvier, *Fitch* a annoncé le rehaussement de la notation souveraine angolaise d'un cran à B- (elle reste toutefois toujours six crans en deçà de la catégorie «investissement»), tout en maintenant une perspective stable. L'agence justifie d'abord cette décision par le retour de la croissance en 2021 (+0,1%), après cinq années de récession. Cette dynamique devrait par ailleurs s'affermir dans les années à venir (+2,1% en 2022 et +3,1% en 2023). *Fitch* évoque également l'amélioration de la situation des finances publiques du pays, avec notamment une baisse de l'endettement, qui est passé de 124% du PIB fin 2020 à 79% du PIB fin 2021 – l'agence saluant au passage les efforts réalisés par le gouvernement dans le cadre du programme (rationalisation des dépenses, introduction de la TVA, etc.). *Fitch* rappelle toutefois que l'économie angolaise reste très fragile, du fait de

sa forte dépendance au secteur pétrolier et gazier (environ 50% du PIB) et d'importants déséquilibres macroéconomiques (l'inflation moyenne a atteint près de 30% en 2021) et structurels. L'agence de notation rappelle enfin que les élections générales, qui doivent se tenir au mois d'août, sont susceptibles de générer de la tension et de l'instabilité.

Les droits d'importation pour les Etats de la ZLECA seront progressivement supprimés

Le 25 janvier, la Commission Economique du Conseil des Ministres a annoncé mettre progressivement fin aux droits d'importations pour les produits originaires des Etats membres de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECA). Pour rappel, le traité de la ZLECA est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et vise à abolir les obstacles au commerce intra-africain par la création d'une zone commerciale intégrée et de libre échange à l'échelle du continent. La suppression des droits de douanes entre Etat-membres (pour 90% des produits) constitue ainsi la première étape d'application du traité. A ce jour, 40 pays africains ont ratifié le traité, dont l'Angola dès novembre 2020.

Botswana

L'UE retire le pays de sa liste grise des pays tiers ayant des déficiences en matière de lutte contre le blanchiment (EU Commission)

Le 7 janvier, la Commission Européenne a décidé de retirer le Botswana de sa liste grise des pays ayant des déficiences en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Cette liste, établie suite à une directive de 2015, est mise à jour tous les six mois. Le Botswana y figurait depuis octobre 2020. Suite à son inscription sur la liste européenne, qui faisait elle-même suite à l'inscription sur la liste de l'organisation internationale GAFI (Groupe d'Action Financière International), le

gouvernement a mis en œuvre un certain nombre de réformes pour se mettre en conformité avec les meilleures pratiques – en termes de réglementation, mais surtout en termes d'application et de mise en œuvre sur le terrain (nouveaux processus et obligations de due diligence des clients, renforcement de la transparence des procédures, etc.). Cette décision va en premier lieu permettre de faciliter les opérations du secteur financier, qui était soumis à des contrôles et des obligations de vérifications renforcés. Elle devrait rejaillir sur l'ensemble de l'économie – les transactions et les échanges économique s'en trouveront renforcés. La sortie de la liste est aussi de nature à améliorer la perception du pays par les investisseurs étrangers. Le GAFI avait décidé le retrait du Botswana de sa liste en octobre 2021.

Malawi

La Banque centrale maintient son taux directeur à 12% (RBM)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Reserve Bank of Malawi* – RBM), qui s'est réuni le 3 février, a décidé de maintenir inchangé son taux directeur à 12%. La RBM estime en effet qu'un nouveau durcissement de la politique monétaire aurait un effet très défavorable sur la reprise économique, alors que la hausse des prix observée actuellement n'est que transitoire. Pour rappel, les prix ont augmenté de 10,8% au quatrième trimestre 2021 sur un an, contre +8,7% au trimestre précédent – en lien avec la progression des prix des denrées alimentaires et des carburants, ainsi que l'augmentation des tarifs réglementés de l'eau et du logement. Par ailleurs, selon la RBM, la croissance devrait accélérer de 3,9% en 2021 à 4,1% en 2022 – grâce notamment aux bonnes performances du secteur agricole au bénéfice d'une météorologie favorable. A noter que ces prévisions sont bien plus optimistes que celles du FMI, qui tablent sur +2,2% puis +3%.

Mozambique

La Banque centrale maintient son taux directeur à 13,25% (BdM)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Banco de Moçambique – BdM*), qui s'est réuni le 26 janvier dernier, a décidé de maintenir inchangé son taux directeur à 13,25%. Alors que l'inflation s'est stabilisée au mois de décembre (+6,7% sur un an après +6,8% au mois précédent), après avoir progressé tout au long de 2021 (+4,1% en janvier), la BdM anticipe une diminution des pressions sur les prix à moyen terme. Selon les projections de la BdM, l'inflation devrait progresser jusqu'à la fin du premier trimestre 2022, avant de ralentir (baisse des prix des denrées alimentaires alors que la devise locale est stable).

Zambie

L'inflation continue de décélérer au mois de janvier (ZamStats)

Selon le bulletin mensuel de l'institut national de statistiques (*ZamStats*), l'inflation sur un an a

atteint 15,1% au mois de janvier, contre 16,4% le mois précédent. L'inflation diminue ainsi pour le sixième mois consécutif. Les postes qui ont le plus contribué à la hausse des prix demeurent les « denrées alimentaires » (+16,9% soit une contribution positive de 9,5 points) et, dans une moindre mesure, « le logement, l'eau, l'électricité et le gaz » (+17,5% soit + 2,1 points). A noter, par ailleurs, que la décision du régulateur (*Energy Regulatory Board*) de diminuer de 6% les tarifs de l'essence le 31 janvier devrait conforter le ralentissement des pressions inflationnistes – en lien avec l'appréciation de la devise locale ces derniers mois. Enfin, toujours selon le rapport de *ZamStats*, le pays a enregistré un excédent commercial de 80 Mds KWZ (3,4 Mds EUR) en 2021, contre 48 Mds KWZ (2,3 Mds EUR) l'année précédente. Cette bonne performance s'explique notamment par la progression des exportations (+52%) – en lien avec la forte augmentation des cours du cuivre (premier poste d'exportation du pays, avec près du trois quart du flux en 2021). A noter cependant que les volumes de cuivre produit en 2021 ont diminué de 3%, témoignant des nombreuses difficultés du secteur.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au 03 février 2022	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	15,3 ZAR	0,4%	3,7%	-2,6%	4,0%
Angola	519 AOA	0,9%	5,4%	24,9%	5,1%
Botswana	11,4 BWP	-0,2%	1,5%	-5,0%	1,6%
Mozambique	62,3 MZN	1,4%	1,4%	19,6%	1,4%
Zambie	18,2 ZMW	-2,3%	-8,8%	17,8%	-8,7%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2021)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international